



# Assemblée générale

Distr. générale  
24 juillet 2009  
Français  
Original : anglais

## Soixante-quatrième session

Point 55 a) de l'ordre du jour provisoire\*

### **Développement durable : mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et des textes issus du Sommet mondial pour le développement durable**

## **Année internationale de l'assainissement, 2008**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### *Résumé*

Malgré les efforts considérables des gouvernements, d'organisations et d'autres acteurs concernés, les progrès vers l'objectif de l'assainissement consistant à réduire, d'ici à 15, la proportion de la population n'ayant pas un accès durable à l'eau potable et à un assainissement de base, ont été lents et inégaux : 41 % de la population mondiale, soit 2,5 milliards de personnes, n'ont toujours pas accès à des services sanitaires de base. Dans sa résolution 61/192 intitulée : « Année internationale de l'assainissement, 2008 », l'Assemblée générale a encouragé tous les États, les organismes du système des Nations Unies et d'autres acteurs concernés à sensibiliser davantage à l'assainissement et à promouvoir la mise en œuvre des actions nécessaires à tous les niveaux. L'Année a été non seulement l'occasion de faire de l'assainissement un point de l'actualité; elle a également amené la communauté internationale à s'investir physiquement et intellectuellement pour agir avec plus d'efficacité et de cohérence. Les activités de sensibilisation menées durant l'Année ont suscité un très large intérêt et ont été à l'origine d'actions et de partenariats de grande envergure.

La dynamique devrait se poursuivre bien au-delà de l'Année autour du message essentiel, à savoir l'assainissement a son importance et constitue une importante question de développement. Il faudra toutefois, dans les actions futures, aborder la question de l'assainissement dans un contexte plus large qui englobe l'assainissement dans tous ses aspects, y compris la prestation des services de base, les égouts, le traitement et la réutilisation des eaux usées ainsi que d'autres aspects.

\* A/64/150.



## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	3
II. Vue d'ensemble . . . . .	3
III. Initiatives internationales . . . . .	4
IV. Initiatives régionales . . . . .	9
V. Initiatives nationales . . . . .	14
VI. Conclusions . . . . .	21

## I. Introduction

1. Dans sa la résolution 61/192 intitulée : « Année internationale de l'assainissement, 2008 », l'Assemblée générale a exprimé sa préoccupation devant la lenteur et l'insuffisance des progrès réalisés quant à l'accès à des services d'assainissement de base; proclamé 2008 Année internationale de l'assainissement; demandé aux États, aux organismes à tous les niveaux et aux autres acteurs concernés, y compris le secteur privé et la société civile, d'apporter des contributions volontaires; encouragé tous les États ainsi que les organismes des Nations Unies et tous les autres acteurs concernés à saisir l'occasion de la célébration de l'Année pour mieux faire comprendre l'importance de l'assainissement et promouvoir l'action à tous les niveaux; et prié le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-quatrième session un rapport sur l'application de la résolution.

2. Le présent rapport donne suite à cette demande de l'Assemblée générale et a bénéficié de contributions techniques fournies par les gouvernements, des organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres acteurs concernés.

## II. Vue d'ensemble

3. Selon les données les plus récentes disponibles rassemblées par le Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, seulement 62 % de la population mondiale ont accès à un assainissement amélioré défini comme des installations d'assainissement aménagées de façon telle que les excréments humains n'entrent pas en contact avec les humains. Cela veut dire qu'il y a 2,5 milliards de personnes vivant dans des conditions inacceptables. L'exposition à des excréments humains cause une multitude de problèmes de santé dont le plus connu est la diarrhée. Le fait de ne pas disposer d'un endroit propre et sûr pour se soulager constitue un affront à la dignité humaine et expose les femmes et les filles à des conditions qui sont à la fois dangereuses et humiliantes. L'accès à un assainissement amélioré est souvent cité comme étant l'intervention en matière de développement la plus importante dans l'histoire des pays développés, dans la mesure où la réalisation de l'assainissement total a été à l'origine d'avancées gigantesques sur les plans médical, social et économique.

4. Le monde n'est pas en voie d'atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) relatif à l'assainissement, consistant à réduire, d'ici à 2015, la proportion de la population n'ayant pas un accès durable à l'eau potable et à un assainissement de base. De fait, sur la base des projections actuelles, la population totale qui ne disposera pas en 2015 d'un assainissement amélioré, soit 2,4 milliards de personnes, sera légèrement inférieure à ce qu'elle était en 1990. Cela veut dire que pour plus de 700 millions de personnes, la cible des OMD relative à l'assainissement ne sera pas atteinte.

5. L'importance de l'assainissement a été soulignée au cours de plusieurs conférences et réunions internationales. Dans le Plan de mise en œuvre de

Johannesburg<sup>1</sup> du Sommet mondial pour le développement durable, les gouvernements sont convenus de se fixer comme objectif de réduire de moitié, avant 2015, le pourcentage de la population ne disposant pas d'un assainissement de base. La Commission du développement durable a, lors de sa douzième session en 2004, examiné les activités menées dans le domaine qui concerne l'assainissement et est arrivée à la conclusion qu'en dépit des efforts déployés par les gouvernements, les organisations et d'autres acteurs concernés, les progrès vers l'objectif d'assainissement ont été lents et inégaux : 41 % de la population mondiale n'avaient toujours pas accès à des services d'assainissement de base et l'assainissement demeurait un orphelin institutionnel. À cet égard, la Commission a souligné la nécessité d'examiner un certain nombre de défis et d'obstacles entravant les progrès. À la suite de cet examen, la Commission du développement durable a arrêté, à sa treizième session, un certain nombre de politiques et de mesures visant à accélérer la mise en œuvre d'activités liées à l'assainissement.

### III. Initiatives internationales

6. Afin d'assurer la coordination des activités durant l'Année, le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat a été désigné comme institution chef de file, pour qu'il travaille étroitement avec l'Équipe d'ONU-Eau en matière d'assainissement coordonnée par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement, des ONG, le secteur privé et les milieux universitaires.

7. Le 7 mai 2007, une réunion de coordination a été convoquée par le Département des affaires économiques et sociales, l'UNICEF et le Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement au Siège de l'ONU à New York, réunion à laquelle ont participé des parties concernées, notamment des organismes des Nations Unies, des banques de développement, des ONG, des gouvernements et la société civile aux fins d'établir une feuille de route et des objectifs et déterminer le rôle que chaque groupe devait jouer pour répondre à la crise de l'assainissement au niveau mondial. Les objectifs arrêtés étaient de sensibiliser davantage à la question de l'assainissement et d'accélérer la mise en œuvre d'activités dans le domaine de l'assainissement afin d'atteindre l'objectif fixé pour 2015. Cette démarche s'est concrétisée dans un plan d'action comportant huit objectifs pour l'Année internationale de l'assainissement. Le plan d'action comprenait des activités de sensibilisation à l'assainissement, l'élaboration et la mise à jour de publications, des activités de plaidoyer et de suivi, l'intensification de la mise en œuvre, le renforcement des capacités et l'évaluation des coûts. Le plan soulignait également qu'il importait d'adopter une approche prévoyant la participation de tous à plusieurs niveaux pour trouver des solutions durables et globales aux problèmes d'assainissement.

8. Le 21 novembre 2007, le lancement officiel de l'Année, organisé par le Département des affaires économiques et sociales, en collaboration avec l'Équipe spéciale d'ONU-Eau, a eu lieu au Siège de l'ONU. Durant le lancement, le logo a été dévoilé et une cérémonie de lavage des mains a été organisée.

---

<sup>1</sup> *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg, Afrique du Sud, 26 août-4 septembre 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.03.II.A.1 et rectificatif), chap. I, résolution 1, annexe.

9. L'Année a été le thème de réflexion principal de l'Équipe spéciale d'ONU-Eau et des activités ont été financées par divers donateurs dont le Ministère britannique du développement et la Fondation Bill et Melinda Gates. Une stratégie de sensibilisation et de communication a été élaborée avant le lancement de l'Année pour orienter et coordonner les activités et initiatives à entreprendre aussi bien dans les pays développés que dans ceux en développement. Les principaux messages des stratégies étaient notamment : l'assainissement est vital pour la santé humaine, l'assainissement contribue à la dignité et au développement social, l'assainissement génère des bénéfices économiques, l'assainissement protège l'environnement et l'assainissement est réalisable.

10. Les projets lancés et exécutés durant l'Année sont en majorité des campagnes de sensibilisation et des initiatives en matière d'éducation. La page d'accueil pour l'Année, hébergée et administrée par le Département des affaires économiques et sociales, comportait plusieurs outils pour la sensibilisation, des informations sur les questions d'assainissement ainsi que des nouvelles sur les projets en cours et sur ceux venant d'être lancés. Une « bibliothèque sur l'assainissement » présentait des articles, des rapports, des CD-Rom et d'autres matériels pour la sensibilisation. La page d'accueil est un important point focal pour l'action à mener en matière d'assainissement ainsi que pour les organismes des Nations Unies intervenant dans ce domaine.

11. L'Équipe d'ONU-Eau en matière d'assainissement a confectionné, avec le concours de la Fondation Gates, des dossiers d'information à l'intention des politiciens, des médias et pour la sensibilisation générale. À l'initiative du Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, ces dossiers étaient disponibles en trois langues et comprenaient une brochure, des fiches d'information, une matrice, des sites Web utiles, des points de discussion et des affiches et ont été distribués dans le monde entier par des organisations partenaires. Le Programme des Nations Unies sur les établissements humains (ONU-Habitat) et l'UNICEF ont, de leur côté, établi une publication vedette intitulée « Enrayer une crise mondiale : l'Année internationale de l'assainissement » qui fait mieux comprendre le message de l'Année et suscite l'adhésion à la cause consistant à améliorer l'assainissement au niveau mondial. Plus de 20 000 exemplaires ont été imprimés et distribués. En plus de cela, de nombreux exemplaires ont été imprimés bien avant la parution de la publication officielle pour répondre à la demande manifestée lors de manifestations qui s'étaient déroulées au début de l'année. Les avis et observations préliminaires indiquent que la publication a été téléchargée à partir d'Internet et réimprimée pour être diffusée lors de manifestations mondiales.

12. Concurremment avec l'Année, la German Toilet Organization (Organisation allemande des toilettes) a lancé une campagne mondiale de sensibilisation et de plaidoyer en faveur de l'assainissement. Avec le soutien de l'Équipe spéciale d'ONU-Eau, une exposition itinérante dénommée « Sanitation is Dignity » (l'assainissement est une question de dignité) s'est rendue dans des places publiques à travers le monde. L'exposition comprend des figurines, des éléments d'information et une rubrique « supporter point » (l'avis du supporter) destinée à briser le « tabou des toilettes » et à instaurer une plate-forme pour des débats francs sur l'assainissement.

13. L'Équipe spéciale d'ONU-Eau en matière d'assainissement a préparé un album d'articles de journaux en ligne pour célébrer les réalisations faites durant l'Année. Il

est consacré aux réalisations faites par les pays dans le secteur de l'assainissement et permettra un dialogue en continu et la poursuite de l'action visant à améliorer l'assainissement. L'album virtuel est hébergé par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et il y a eu une transmission en direct en juin 2009 ([www.sanitationyear2008.org](http://www.sanitationyear2008.org)).

14. Durant la seizième session de la Commission du développement durable, l'Équipe spéciale interinstitutions sur le rôle des femmes dans la gestion de l'eau a tenu une discussion de groupe sur le thème : politiques nationales d'assainissement soucieuses de l'égalité entre les sexes – défis et possibilités. Au cours des débats, on a souligné en particulier l'importance de relever efficacement les défis en matière d'assainissement en adoptant et en appliquant des politiques nationales d'assainissement soucieuses de l'égalité des sexes et il a été demandé d'accroître l'accès à des services d'assainissement pour au moins 120 millions de femmes dans le monde durant l'Année.

15. Toujours à cette session, WaterAid, ONU-Habitat et la Direction suisse du développement et de la coopération ont tenu, en marge de la session, une réunion sur leur document intitulé : « Sanitation: A Human Right Imperative » (l'assainissement, un droit de l'homme impératif) qui exposait les avantages qu'il y a à utiliser des principes fondés sur les droits de l'homme pour s'attaquer à la crise de l'assainissement et définissait des priorités pour les gouvernements, les organisations internationales et la société civile.

16. Dans le cadre de l'Année internationale de l'assainissement et pour bien faire saisir l'importance de l'assainissement pour le développement humain, le Réseau international de l'ONU sur l'eau, l'environnement et la santé a tenu un atelier les 20 et 21 octobre 2008 à Hamilton (Canada) en octobre. Au cours de la manifestation, d'éminents experts sur cette question ont prononcé des discours liminaires et l'exposition de la World Toilet Organization allemande intitulée : « L'assainissement est une question de dignité » a été présentée.

17. Les 2 et 3 décembre 2008, l'Équipe spéciale sur le rôle des femmes dans la gestion de l'eau du Département des affaires économiques et sociales et le Programme pour la Décennie d'ONU-Eau pour le développement des capacités dans le cadre de la Décennie, ont tenu une réunion de groupe d'experts sur les données sur l'eau et l'assainissement ventilées par sexe afin de recenser et d'évaluer ces données aux niveaux mondial et régional et déterminer les obstacles à la collecte de données ventilées par sexe et les capacités en ce domaine. Des recommandations ont été faites quant aux politiques, pratiques et priorités susceptibles d'améliorer la situation en ce qui concerne les données ventilées par sexe. La réunion du groupe d'experts a également élaboré une série d'indicateurs sexospécifiques sur l'eau et l'assainissement. Ces indicateurs pourraient être adoptés par des entités chargées de collecter des données au niveau mondial telles que le Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement, pour améliorer l'élaboration d'une politique soucieuse de l'égalité des sexes, le renforcement des capacités institutionnelles, la mesure ainsi que le suivi de l'impact des projets et programmes relatifs à l'eau et à l'assainissement sur les femmes et les filles.

18. Avec le concours financier de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, le Programme des Nations Unies pour le développement a lancé un programme intitulé « GoAL-WaSH » signifiant gestion, sensibilisation et leadership pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Ce programme stratégique a

pour but d'aider les pays qui ne sont pas en voie d'atteindre les cibles des OMD dans les domaines de l'eau et de l'assainissement à déterminer les principales lacunes et insuffisances dans leurs structures de gestion de l'eau et de l'assainissement et de concevoir des interventions ciblées pour combler les lacunes et renforcer les capacités afin de créer des systèmes de gestion plus efficaces en matière d'eau et d'assainissement. À ce jour, des évaluations sectorielles de GoAL-WaSH ont été faites dans six pays qui sont : Madagascar, Mali, Népal, Paraguay, Sierra Leone et Zambie. Des propositions de projet ont été élaborées pour deux de ces pays (Madagascar et Paraguay).

19. En Iraq, au Brésil et en Jamaïque, le Centre international de technologie environnementale du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a continué à exécuter un certain nombre de projets destinés à améliorer l'accès à l'eau et à assurer le traitement des eaux usées.

20. Le 14 mars 2008, le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement a officiellement lancé le Fonds mondial pour l'assainissement, ce qui a permis d'appeler l'attention sur la nécessité de mécanismes de financement novateurs dans le secteur. Le Fonds a pour finalité d'assurer un assainissement sûr et durable pour un grand nombre de personnes et l'adoption de bonnes pratiques d'hygiène, notamment parmi les femmes, les filles et les pauvres dans les zones rurales et périurbaines. Le Fonds est le premier mécanisme de financement mondial à augmenter les dépenses consacrées à l'assainissement et à l'hygiène. À la fois symboliquement et en pratique, le Fonds représente l'une des initiatives majeures de l'Année.

21. Le Partenariat public-privé pour le lavage des mains a organisé la première Journée mondiale de lavage des mains, en appui à l'Année. Plus de 85 pays ont participé à cette manifestation, qui a consisté essentiellement à sensibiliser les enfants des écoles à l'importance de se laver les mains. Près de 200 millions d'enfants ont participé à des manifestations qui se sont déroulées à travers le monde. La réponse a dépassé toutes les attentes. L'année prochaine, l'accent sera mis sur le changement de comportement.

22. L'International Water Association (IWA) (Association internationale pour l'eau) a également organisé une campagne de lavage des mains dans le cadre de l'Année. Cette campagne s'inscrivait dans le cadre de l'Initiative de la Journée mondiale de surveillance de l'eau, mise en œuvre par l'Association, de concert avec la Water Environment Federation (Fédération pour l'environnement de l'eau). En 2008, plus de 75 000 personnes venant de plus de 70 pays ont participé à la Journée mondiale de surveillance de l'eau. La campagne de lavage des mains a consisté à envoyer des trousseaux de lavage des mains à des organisations dans le monde entier.

23. Le 20 mars 2008, des centaines d'initiatives internationales et nationales ont marqué la Journée mondiale de l'eau 2008, qui avait comme thème « l'assainissement est important pour tous ». Les organismes chefs de file pour 2008 étaient l'OMS et l'UNICEF qui ont organisé des manifestations et élaboré des matériels pour la sensibilisation et pour les médias à l'occasion de la Journée. Ainsi à New York et à Genève, une manifestation à l'occasion de la Journée mondiale intitulée : « Stand up for those who can't sit down » (Levez-vous pour ceux qui ne peuvent pas s'asseoir) a été organisée. En République dominicaine, une journée de sensibilisation a été organisée; elle comportait des visites dans des usines de traitement de l'eau, des activités de nettoyage des plages ainsi qu'un concours de

dessin entre enfants. En Sierra Leone, un forum de discussion avec des animateurs a été organisé, durant lequel des organisations et des participants ont pris part à des débats sur différents points concernant l'assainissement. Dans de nombreux pays, la Journée mondiale de l'eau a été l'occasion de lancer officiellement l'Année et diverses manifestations se sont déroulées sous la présidence de ministres, premiers ministres et présidents.

24. Dans le cadre de l'Année, le Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement a publié, en juillet 2008, des données mises à jour qui soulignaient l'importance de l'assainissement. Elles comprenaient, entre autres, des données sur l'assainissement nouvellement ventilées qui donnaient des informations intéressantes sur les moyens de faire des progrès. Le Programme commun a également publié plusieurs aperçus instantanés de données sur l'eau et l'assainissement à des fins de sensibilisation et de planification. Deux des documents portaient sur l'assainissement – « Sanitation in Africa » (Assainissement en Afrique) et « Sanitation in South-Asia » (Assainissement en Asie du Sud). Le Programme commun de surveillance est le mécanisme mondial chargé de suivre les progrès sur la voie de la réalisation des cibles des OMD relatives à l'amélioration de l'assainissement et de l'accès à l'eau potable (la cible pour l'accès à l'eau potable étant de réduire de moitié la proportion des personnes qui n'ont pas accès à des sources d'eau potable améliorées). En tant que tel, le Programme commun est l'organe international qui fait autorité s'agissant des taux de couverture de l'assainissement et il est donc essentiel que ses indicateurs soient solides et qu'il bénéficie d'un soutien institutionnel et financier suffisant.

25. Reconnaissant l'importance de l'assainissement pour un environnement plus propre et plus sain, l'OMS, l'Alliance pour des villes saines et la World Toilet Organization ont décerné en 2008 des prix à deux villes de la République de Corée, qui avaient remporté un concours international des meilleures installations sanitaires dans une région.

26. Concurrément avec l'Année, l'UNICEF a cherché à consolider et renforcer ses approches en matière d'assainissement et a plaidé pour qu'une plus grande attention et des investissements plus importants soient consacrés à l'assainissement. À cette fin, une réunion sur des approches communautaires en matière d'assainissement a été organisée en juillet 2008 au cours de laquelle un consensus sur les principes et stratégies essentiels a été dégagé. L'UNICEF dispose maintenant d'un document définissant sa vision, intitulé « Community approaches to total sanitation » (Approches communautaires en matière d'assainissement total) et la dynamique enclenchée par l'Année internationale de l'assainissement a entraîné une mobilisation massive, plus de 40 pays ayant intensifié l'exécution de leurs programmes en 2008.

27. WaterAid a collaboré avec divers partenaires afin de tirer parti de l'occasion présentée par l'Année. Agissant à divers niveaux, WaterAid a participé à des manifestations réussies pour critiquer la négligence dont l'assainissement était l'objet et replacer le secteur en tant qu'élément essentiel du développement. Au niveau international, WaterAid s'est essentiellement intéressé au Sommet du G-8 au Japon, en soumettant une pétition comportant 1 million de signatures au Gouvernement japonais et en formant des « queues pour les toilettes » devant les ambassades du Japon dans le monde. Sur le plan régional, WaterAid a participé aux diverses conférences sur le thème de l'assainissement afin de susciter une



dynamique régionale permettant de faire des avancées dans le domaine de l'assainissement. WaterAid a aidé à organiser un rassemblement de la société civile pendant lequel une veillée à la mémoire du million d'enfants qui sont morts de maladies diarrhéiques dans la région au cours des deux dernières années, a été organisée. Au niveau national, dans les 17 pays où WaterAid intervient, diverses activités de campagne ont été menées sous la bannière de la campagne « End water poverty » (Mettre un terme à la pauvreté en eau) (une coalition internationale de plus de 120 organisations et réseaux de la société civile).

28. L'Agence allemande de coopération technique (GTZ) et le Swedish Environment Institute (Institut suédois de l'environnement) ont constitué avec des organisations intervenant dans le domaine de l'assainissement, un réseau ouvert sur l'assainissement durable, en appui à l'Année. La Sustainable Sanitation Alliance (SuSanA) (Alliance pour l'assainissement durable), dont le secrétariat est établi en Allemagne, a pour but de contribuer à atteindre les OMD en encourageant des systèmes d'assainissement qui tiennent compte de tous les aspects de la durabilité, de faire prendre plus conscience des solutions en matière d'assainissement et de les promouvoir à grande échelle. L'Alliance souligne également le rôle capital de l'assainissement dans la réalisation d'une série entière d'OMD en montrant comment on devrait planifier des systèmes d'assainissement durables avec la participation de tous les acteurs concernés parallèlement à la promotion de l'hygiène. L'objectif général est de promouvoir un nouveau modèle afin d'adopter des approches en matière d'assainissement tournées vers la réutilisation sans pour autant compromettre la santé. Plus de 100 organisations ont adhéré à l'Alliance au cours de l'année.

29. Le nouveau service de presse « Sanitation Updates » a été créé en vue de promouvoir l'Année en diffusant des nouvelles, des informations et des ressources. Ce service fournit des mises à jour quotidiennes et est géré par le Water and Sanitation Centre de l'International Rescue Committee et l'Environmental Health Knowledge Management Activity de l'Agency for International Development des États-Unis et le Hygiene Improvement Project. Le service continuera à appuyer l'objectif consistant à assurer l'assainissement pour tous.

30. La World Toilet Association (WTA) (Association mondiale pour les toilettes) a été créée en novembre 2007 à Séoul, avec comme principal objectif d'aider les communautés déshéritées à obtenir un accès durable aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. L'Association a lancé un projet pilote de construction de toilettes publiques, qui a consisté à construire des toilettes dans des zones publiques dans neuf pays différents en Afrique et en Asie. Les régions retenues représentent des zones qui ont un besoin criant de services d'assainissement améliorés.

#### **IV. Initiatives régionales**

31. Il est important que la volonté politique existe, à tous les niveaux, d'assurer l'assainissement et à cet égard, cinq conférences ministérielles régionales ont été organisées en appui à l'Année. Ces conférences avaient pour objet de sensibiliser davantage les ministres et autres hauts responsables gouvernementaux à la nécessité de mener une action urgente dans le domaine de l'assainissement. Des forums de discussion ont été tenus, auxquels des gouvernements nationaux ont participé à un

haut niveau et il y a eu un accord sur des déclarations signées par des gouvernements qui ont appelé à prendre des mesures et sont convenus de s'engager à apporter des améliorations à l'assainissement dans leurs pays respectifs.

32. Conjointement avec les conférences ministérielles, de nombreux ateliers techniques et des réunions parallèles ont été organisés par un certain nombre d'organisations et de groupes parmi lesquels Sustainable Sanitation Alliance. L'Institute of Development Studies du Royaume-Uni (Institut d'études sur le développement) a organisé des réunions et ateliers sur l'assainissement total piloté par les communautés, et le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement a organisé divers ateliers à l'intention des médias. En prélude à la Conférence de l'Asie du Sud sur l'assainissement, WaterAid a organisé avec certains de ses partenaires, une réunion préliminaire de la société civile ainsi qu'une discussion de groupe avec l'UNICEF lors de la Conférence de 2008 du Parti travailliste du Royaume-Uni, marquée par la présence du Ministre du développement.

33. La Conférence de l'Amérique latine sur l'assainissement (LatinoSan) 2007 s'est tenue du 12 au 16 novembre 2007 à Cali (Colombie) et a été conjointement organisée par l'Institut pour la recherche-développement dans les domaines de l'approvisionnement en eau, l'assainissement de l'environnement et la conservation des ressources en eau (CINARA) et l'Université Del Valle, l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la Santé, la Banque interaméricaine de développement et le Programme pour l'eau et l'assainissement de la Banque mondiale. LatinoSan était la première conférence latino-américaine qui était organisée au niveau ministériel sur cette question et à laquelle 22 pays ont participé; elle représentait l'une des entreprises les plus pertinentes en Amérique latine visant à mobiliser des ressources humaines et financières pour s'attaquer à la crise de l'assainissement dans la région. Elle avait comme objectif principal de mieux faire comprendre les enjeux de l'assainissement et de l'hygiène aux niveaux national et régional. Latino 2007 a abouti à l'adoption de la Déclaration de Cali dans laquelle les États signataires sont convenus de privilégier l'assainissement dans les politiques de développement national, d'appuyer la réalisation des principaux objectifs de l'Année et de renforcer la coopération entre les gouvernements de la région.

34. La deuxième Conférence africaine sur l'assainissement et l'hygiène (AfricaSan +5) s'est tenue du 18 au 21 février 2008 à Durban (Afrique du Sud) sous les auspices du Conseil des ministres africains chargé de l'eau, et de ses partenaires, le Department of Water Affairs de l'Afrique du Sud, la Banque africaine de développement, l'UNICEF, le Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement, le Programme pour l'eau et l'assainissement de la Banque mondiale, le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement et l'OMS. Des représentants de plus de 50 États africains ont participé à cette conférence qui avait principalement pour objet de faire inscrire l'assainissement et l'hygiène comme point prioritaire sur le programme de développement en Afrique et d'évaluer les progrès réalisés, les défis relevés et les enseignements tirés afin d'atteindre la cible des OMD relative à l'assainissement. Les participants sont convenus d'un plan d'action qui définit les actions essentielles à entreprendre, à financer et à suivre d'ici à 2010 afin de remettre l'Afrique sur la voie d'atteindre la cible relative à l'assainissement.

35. À l'issue de la Conférence, les ministres ont signé la Déclaration eThekweni et se sont engagés à créer des lignes budgétaires séparées pour l'assainissement et l'hygiène dans leurs pays et à allouer au moins 0,5 % du produit intérieur brut à ce secteur. La Conférence des ministres africains en charge de l'eau a été mandatée pour suivre les progrès réalisés par rapport au plan national de développement et faire rapport sur les progrès accomplis à la prochaine conférence en 2010. La Conférence a également marqué le lancement officiel de l'Année en Afrique. Le suivi des engagements a été assuré en octobre par la Conférence des ministres africains en charge de l'eau et ses partenaires en Afrique de l'Est et d'autres réunions sont prévues pour d'autres sous-régions en Afrique.

36. La troisième Conférence régionale de l'Asie du Sud sur l'assainissement, 2008 (SACOSAN III) sur le thème de l'assainissement pour la dignité et la santé, a été organisée par le Gouvernement indien et s'est tenue du 19 au 21 novembre 2008 à New Delhi. Huit États de l'Asie du Sud (Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka) y ont participé au niveau ministériel. La Conférence a été ouverte par le Premier Ministre de l'Inde qui a déclaré que l'assainissement doit être un droit que chaque citoyen d'Asie du Sud acquiert à la naissance. La Conférence a tenu des débats sur quatre grandes questions : l'assainissement et la durabilité; l'assainissement et le développement; l'assainissement au-delà des toilettes et les institutions et les partenariats pour l'assainissement. La Conférence s'est achevée par la signature de la Déclaration de Delhi dans laquelle les États membres ont réaffirmé leur détermination à atteindre la cible des OMD en matière d'assainissement et reconnu que l'accès à l'assainissement était un droit de l'homme.

37. L'Atelier caribéen sur l'assainissement (Caribbean Workshop on Sanitation (CARIBSAN 2008)), a été conjointement organisé par le Département des affaires économiques et sociales et le Programme pour l'eau et l'assainissement de la Banque mondiale et s'est tenu les 28 et 29 avril 2008 à Kingston. Le thème de la réunion régionale était « l'intégration des politiques d'assainissement dans les plans de développement nationaux dans la région des Caraïbes ». Des représentants de 11 pays sont parvenus à un consensus sur une série de recommandations visant à améliorer l'assainissement, en particulier grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques d'assainissement associant tous les acteurs concernés et ils ont adopté la Déclaration de Kingston dans laquelle ils ont appelé à s'engager concrètement à élaborer des politiques nationales d'assainissement, à assurer un soutien financier accru en vue de favoriser des progrès soutenus grâce à des dotations budgétaires nationales et à sensibiliser et mobiliser davantage les acteurs à tous les niveaux. Un comité a été créé pour suivre l'application des recommandations.

38. La Conférence ministérielle de l'Asie de l'Est sur l'assainissement et l'hygiène (EASAN 2007), conjointement organisée par le Programme pour l'eau et l'assainissement de la Banque mondiale, l'OMS, la CESAP et l'UNICEF, s'est tenue les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 2007 à Beppu (Japon). Elle a réuni des ministres de 15 États pour étudier les options susceptibles d'accélérer l'action menée dans les pays pour atteindre la cible des OMD relative à l'assainissement en Asie de l'Est. Dans la Déclaration adoptée à la Conférence, les États se sont engagés à accroître l'investissement dans l'assainissement et l'hygiène et à prendre de vigoureuses initiatives. Dans les interventions, il a été souligné que l'assainissement était un investissement économique et il a été demandé d'améliorer le mécanisme de suivi de l'investissement et des résultats dans le domaine de l'assainissement, en tant que

condition essentielle pour atteindre la cible des OMD relative à l'assainissement. Les conclusions de la Conférence ont été communiquées au Sommet de l'Asie-Pacifique sur l'eau qui s'est tenu en décembre 2007 à Beppu (Japon). Le Sommet a réuni 10 chefs d'État venant de plus de 35 pays de l'Asie et du Pacifique ainsi que des représentants d'institutions régionales intervenant dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

39. Une déclaration ministérielle concernant l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans les petits établissements ruraux dans la région de la mer Noire, a été adoptée en mai 2009 durant une conférence ministérielle régionale qui s'est tenue à Sofia. La Déclaration contient une série de recommandations à l'intention des gouvernements, destinées à accélérer les mesures prises pour le financement, des solutions novatrices, l'éducation ainsi que la coopération transfrontières et régionale pour améliorer la couverture de l'assainissement et l'approvisionnement durable en eau.

40. Au niveau régional africain, un sommet de l'Union africaine s'est tenu du 31 janvier au 2 février 2008 à Addis-Abeba. À ce sommet, les chefs d'État et de gouvernement ont adopté une décision sur les OMD dans laquelle ils se sont en particulier félicités de l'initiative du Secrétaire général et d'autres partenaires de tenir des réunions sur les OMD en septembre 2008 pour trouver des voies et moyens de renforcer le partenariat entre pays développés et pays en développement. En prélude à ces réunions, ils sont convenus de faire de l'eau et de l'assainissement le thème du Sommet de l'UA prévu en juillet 2008. Les participants ont également reconnu qu'en plus du fait qu'elle se situait à mi-chemin entre l'adoption de la Déclaration du Millénaire en 2000 et la date butoir de 2015, l'année 2008 était cruciale pour traduire les déclarations et engagements précédents en de nouveaux plans d'action et stratégies nationaux de mise en œuvre de sept ans.

41. La onzième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, sur le thème « Réaliser les OMD dans les domaines de l'eau et de l'assainissement », s'est tenue les 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet 2008 à Charm El-Cheikh (Égypte), et a donné lieu à d'importants engagements en faveur de l'eau et de l'assainissement en Afrique. Dans la Déclaration intitulée les « Engagements de Charm El-Cheikh pour accélérer la réalisation des objectifs de l'eau et de l'assainissement en Afrique », les dirigeants africains se sont engagés à accroître leurs efforts dans les domaines de l'eau et de l'assainissement et à rehausser le profil de l'assainissement en comblant les lacunes dans le contexte de la Déclaration eThekwini. Ils sont convenus en particulier d'élaborer et de mettre à jour les politiques nationales, les cadres et les programmes de réglementation nationaux et de préparer des stratégies et plans d'action nationaux pour atteindre les cibles des OMD pour l'eau et l'assainissement au cours des sept années à venir.

42. Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des textes issus du Sommet de l'UA de Charm El-Cheikh, le Bureau de la CEA pour l'Afrique australe a organisé, en partenariat avec le Bureau de l'UA pour l'Afrique australe et le secrétariat de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ainsi que la Banque africaine de développement (BAD), un séminaire de formation sur le thème de l'eau et de l'assainissement dans la SADC : approches novatrices pour la mobilisation de ressources et la mise en œuvre des politiques. L'atelier, tenu du 10 au 13 décembre 2008 à Lusaka (Zambie), a permis aux participants venus des 15 États membres de mieux cerner les enjeux et de comprendre les rôles qu'on attendait d'eux. En raison

des lacunes énormes que la plupart des pays africains doivent combler pour pouvoir atteindre les cibles des OMD en matière d'eau et d'assainissement, la CEA a conçu un mécanisme pour renforcer la collaboration entre les organismes des Nations Unies intervenant dans ce domaine en Afrique et les acteurs nationaux, qui permet l'évaluation des besoins aux niveaux communautaire et national (y compris l'établissement des coûts et la mobilisation de ressources de sources intérieures et extérieures) pour le suivi des progrès accomplis vers la réalisation des cibles des OMD relatives à l'eau et à l'assainissement.

43. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a organisé diverses manifestations en appui à l'Année, notamment un séminaire sur les accords en matière d'investissements internationaux, la durabilité des investissements dans l'infrastructure et les mesures réglementaires et contractuelles, qui s'est tenu du 14 au 16 janvier 2009 à Lima. Le séminaire avait pour objet d'échanger des données d'expérience en ce qui concerne l'impact des accords d'investissements internationaux et leurs incidences pour l'élaboration de la politique publique, notamment l'investissement privé dans la prestation des services d'assainissement.

44. En appui à l'Année, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a mené une étude sur les États membres portant sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés des améliorations apportées à l'assainissement. Les résultats de l'étude ont été présentés et débattus lors d'un atelier régional sur les changements institutionnels nécessaires pour atteindre la cible des OMD relative à l'assainissement, organisé par la CESAP et tenu en novembre 2008 à Macao (Chine) immédiatement après le Sommet et l'Exposition sur les toilettes dans le monde. Les États de la région sont parvenus à un consensus sur les changements institutionnels nécessaires pour atteindre la cible des OMD relative à l'assainissement, notamment la décentralisation des fonds destinés à l'assainissement et l'autonomisation des communautés locales et de la société civile. Il a également été noté qu'il était indispensable de fournir un soutien suffisant aux personnes vivant dans la misère.

45. Dans le cadre des efforts mutuels entrepris par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et la Ligue des États arabes pour suivre les objectifs convenus pour le développement durable, la CESAO a publié un rapport d'évaluation régional intitulé « Sustainable Water Supply and Sanitation for All: Regional Assessment Report on the Status and Achievements of ESCWA Member Countries: Towards Improved Water Supply and Sanitation » (Approvisionnement en eau et assainissement durables pour tous : rapport d'évaluation régional sur la situation et les réalisations des pays membres de la CESAO). Lors d'une réunion de haut niveau tenue en juillet 2008 au Caire pour la suite à donner aux conclusions du rapport, les hauts responsables gouvernementaux chargés de l'eau et de l'assainissement, ont pleinement souscrit aux conclusions du rapport.

46. L'OMS a organisé un atelier régional sur l'assainissement écologique, du 22 au 25 septembre 2008 à Katmandou. Des représentants du Bhoutan, de l'Indonésie, des Maldives, du Myanmar, du Népal, de Thaïlande et du Timor-Leste se sont réunis pour passer en revue la situation de l'assainissement dans la région de l'Asie du Sud-Est et ont partagé des données d'expérience sur les approches à adopter et les difficultés rencontrées dans les efforts visant à promouvoir le programme relatif à l'assainissement.

## V. Initiatives nationales

47. À l'échelle nationale, l'Année a permis de placer la question de l'assainissement sur la sellette et de sensibiliser considérablement l'opinion. De nombreuses manifestations ont en effet été organisées dans les pays, les provinces, les villages, les écoles et les collectivités du monde entier. Enfants, collectivités, chefs traditionnels et religieux, hauts fonctionnaires, organisations non gouvernementales, politiciens, célébrités, champions et membres de la royauté ont participé aux activités extrêmement diverses et novatrices menées dans le cadre de ces manifestations. Tous avaient à cœur de sensibiliser l'opinion sur la nécessité d'améliorer les systèmes d'assainissement et de faire tomber le tabou qui entoure ce sujet.

48. De nombreux pays ont organisé des journées, semaines ou mois consacrés à l'assainissement. En Gambie et au Timor-Leste, les manifestations ont été inaugurées par les Vice-Présidents eux-mêmes. L'Afghanistan, le Burundi, l'Érythrée, la Mauritanie, le Pakistan et les Philippines ont organisé des semaines de sensibilisation. Au Népal, à l'occasion d'une de ces manifestations, 601 parlementaires se sont engagés à inscrire l'assainissement dans la Constitution nationale en tant que droit de l'homme fondamental.

49. Dans plus de 40 pays, les dossiers à l'intention des médias conçus à l'occasion de l'Année pour former et orienter les journalistes et autres spécialistes des médias ont été utilisés lors d'ateliers et exposés. Tous les pays concernés ont indiqué que ces activités s'étaient traduites par une meilleure couverture des questions relatives à l'assainissement et aux objectifs de l'Année dans les médias.

50. Un large éventail d'activités de formation et d'ateliers sur l'assainissement ont été organisés dans plus de 60 pays à l'intention des hauts fonctionnaires, des dirigeants politiques, des organisations non gouvernementales et des chefs traditionnels en vue de promouvoir l'assainissement et de sensibiliser l'opinion. On citera notamment la tenue de réunions à l'intention des municipalités en Colombie et d'ateliers de formation à l'échelle provinciale au Bhoutan, au Burundi, en Éthiopie et en Indonésie. De nombreux États ont par ailleurs indiqué qu'ils avaient organisé diverses activités de formation technique sur l'assainissement.

51. Le grand nombre de partenariats et coalitions en faveur de l'assainissement établis au niveau national constitue un des principaux succès de l'Année. Il s'agit notamment de partenariats entre les gouvernements, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales, les organismes des Nations Unies, le secteur privé et les médias. Le Cambodge, Djibouti, l'Érythrée, le Guatemala, le Pakistan, la République démocratique du Congo, la Sierra Leone, Sri Lanka, le Suriname et le Viet Nam ont ainsi fait savoir qu'ils avaient renforcé leurs partenariats en faveur de l'assainissement. De nombreux pays, dont l'État plurinational de Bolivie, la Mauritanie et la République-Unie de Tanzanie, ont par ailleurs indiqué qu'ils avaient instauré une coordination interministérielle au service de l'assainissement.

52. Plusieurs États ont, pour la première fois, intégré l'assainissement dans les politiques et stratégies nationales et mis au point des plans stratégiques. L'Année a également été marquée par la mise en place de diverses politiques en faveur de l'assainissement dans de nombreux pays parmi lesquels : l'Afghanistan, l'Angola, le Burundi, la Chine, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Érythrée, la Gambie, Guyana,

l'Indonésie, Madagascar, Malawi, le Népal, le Pakistan, la République tchèque, la République-Unie de Tanzanie et le Sri Lanka. C'est l'un des résultats mesurables des déclarations ministérielles régionales et, dans certaines régions, les mécanismes de suivi précoce indiquent que la situation évolue de manière satisfaisante dans ce domaine.

53. L'année 2008 a également été marquée par une augmentation des investissements effectués par les gouvernements et les donateurs dans le domaine de l'assainissement. En Afghanistan, le Gouvernement a, pour la première fois, alloué des crédits à l'hygiène et à l'assainissement. La Chine, Djibouti, l'Iraq et le Népal ont augmenté le montant des crédits budgétaires affectés à l'assainissement. Le Nigéria, le Pakistan, le Timor-Leste et le Viet Nam ont signalé une augmentation des ressources disponibles, par l'intermédiaire de l'UNICEF, pour l'assainissement. L'Agence australienne pour le développement international (AusAID) et le Gouvernement japonais ont augmenté leurs engagements financiers dans ce secteur. La Gambie a par ailleurs mis au point un système de suivi du budget pour l'assainissement qui devrait être mis en place en 2009.

54. On trouvera dans les paragraphes ci-après quelques exemples d'activités et de réalisations nationales ayant trait à l'Année. Parmi elles figurent des activités menées et engagements pris par les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales nationales et internationales, les organisations locales et les particuliers.

55. En Afghanistan, l'initiative « Villages propres » a été mise en place dans l'ensemble des 34 provinces. Le tout premier centre de production et de formation destiné aux femmes a été inauguré; des femmes y ont construit plus de 60 dalles de latrines dans le cadre de leur formation. Ce projet vise également à diversifier les revenus et à améliorer la commercialisation.

56. En Angola, le Ministère de l'environnement a créé une unité technique nationale pour l'assainissement; le Ministère du développement urbain et de la planification et l'UNICEF ont signé un mémorandum d'entente pour fournir à cette nouvelle unité une assistance technique afin de faciliter l'application des recommandations issues de l'atelier national sur l'assainissement.

57. Le Gouvernement australien s'est engagé à multiplier par cinq le montant de l'aide extérieure pour le financement de la campagne WASH (eau, assainissement et hygiène pour tous) du Conseil de coopération pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, en doublant la proportion des ressources consacrées à l'assainissement. Une grande conférence régionale sur l'assainissement et l'eau s'est tenue à Melbourne en octobre. Une stratégie WASH mettant davantage l'accent sur l'assainissement a été élaborée. Le Secrétariat du Parlement, le groupe de référence WASH, les universitaires et AusAID ont joué un rôle déterminant tout au long de l'année.

58. Au Bangladesh, le Gouvernement, les partenaires du développement, les organisations non gouvernementales et le secteur privé se sont rassemblés au sein d'une plate-forme commune et se sont engagés à œuvrer ensemble à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Département du génie sanitaire a mis en place, avec l'appui de l'UNICEF et du Ministère britannique du développement international, des projets ayant trait à l'assainissement, à l'éducation en matière d'hygiène et à l'approvisionnement en eau dans 19 districts. Des

spécialistes de l'environnement et du développement social ont entendu des exposés et reçu une formation portant essentiellement sur cinq des messages de l'Année et sur les questions relatives à l'égalité des sexes, à la pauvreté et aux problèmes sociaux.

59. Pour sa part, le Bénin a officiellement déclaré le 15 avril Journée nationale de la santé et de l'hygiène.

60. Au Burkina Faso, l'Année a donné aux groupes de femmes, aux victimes du sida et aux jeunes l'occasion de participer aux débats sur l'assainissement. Le Ministre de l'environnement a déclaré le 22 novembre journée « Ville propre ». Le Ministre de l'agriculture, de l'eau et des ressources halieutiques a annoncé l'affectation de ressources importantes à l'assainissement et à l'hygiène, en particulier dans les zones rurales, qui ne recevaient jusque-là aucun crédit budgétaire spécifique. Un montant équivalent à 1,3 million de dollars des États-Unis a été inscrit au budget de 2008 au titre du financement d'installations sanitaires publiques et de la promotion de l'hygiène dans les zones rurales. Les crédits alloués à l'assainissement dans les zones urbaines ont augmenté de 40 % pour atteindre l'équivalent d'un million de dollars des États-Unis.

61. Au Cambodge, les activités d'éducation en matière d'hygiène et d'assainissement menées tout au long de l'Année étaient essentiellement axées sur les enfants. Les questions relatives à l'assainissement étaient sous les projecteurs lors de la Fête nationale de l'eau, célébrée en novembre 2008. De plus, le premier Forum national de l'assainissement a été lancé parallèlement aux campagnes en faveur de l'assainissement organisées dans les provinces.

62. En Chine, un débat sur la stratégie pour l'assainissement s'est tenu au niveau national et le Ministre de la santé a proposé d'intégrer l'assainissement en zones rurales dans la politique intitulée nouveau socialisme dans les campagnes. Toujours en matière d'assainissement en zones rurales, le Gouvernement a commencé à mettre en place un système de contrôle et d'évaluation et augmenté les crédits budgétaires.

63. Un forum sur les « éco-toilettes », organisé à Chengdu (Chine) à la fin de 2008, a abouti à l'annonce conjointe de mesures en vue de l'amélioration des services d'assainissement en Chine. Cette manifestation, qui a rassemblé les représentants de 78 organisations non gouvernementales, 8 fondations et 15 universités, comportait trois volets : un projet pilote (« Village goutte d'eau »), une tribune internationale et une initiative éco-toilettes dont le lancement a été annoncé conjointement par les parties prenantes. Le projet pilote, qui visait à construire 108 éco-toilettes, devait être achevé d'ici à janvier 2009.

64. La République tchèque a concentré ses efforts sur l'amélioration du contrôle des déversements d'eaux usées, la rénovation de l'infrastructure et la construction de nouvelles installations. Une des priorités consistait à réduire les rejets polluants grâce à la construction de stations d'épuration des eaux usées, à la modernisation des stations existantes et à l'augmentation de leur activité, parallèlement à la construction de réseaux d'assainissement. À Prague, la Journée mondiale de l'eau de 2008 a bénéficié d'une participation importante de la part des services des eaux et des diverses parties prenantes. Des journées régionales de l'eau supplémentaires ont été organisées à travers le pays.



65. En Égypte, un projet complet en faveur de l'assainissement couvrant les trois principaux districts est actuellement mis en œuvre par le Ministère du logement, le Ministère de l'irrigation, la Banque mondiale et le programme d'aide des Pays-Bas au développement. Ce projet vise à évaluer la gestion des bassins versants, notamment en ce qui concerne l'eau potable, l'irrigation, l'agriculture et l'assainissement. Le Gouvernement égyptien prévoit une augmentation de 80 % de la capacité du système national d'assainissement.

66. L'Érythrée a organisé une semaine de l'assainissement sur le thème « Pour assurer le développement de notre nation, investissons dans l'assainissement », qui a donné lieu à des cérémonies officielles dans six régions du pays, à la tenue de séminaires, à la déclaration du premier village sans défécation à l'air libre, à des débats d'experts en ligne sur l'assainissement et l'hygiène, à des manifestations et campagnes de sensibilisation sur la Journée mondiale de lavage des mains dans les écoles, à des activités sportives, à des projets pilotes et beaucoup d'autres activités encore. Des supports promotionnels ont été élaborés au niveau national et l'assainissement a été reconnu comme étant une des principales priorités en matière de santé.

67. En Éthiopie, une fête nationale de l'assainissement et de l'hygiène a été organisée en décembre, en coopération avec les responsables de la campagne WASH, pour célébrer les réalisations de l'Année. Cette fête a rassemblé 300 participants représentant le Gouvernement, les organisations de la société civile, le secteur privé, les médias, les associations professionnelles, les représentants des établissements d'enseignement supérieur et des écoles. Pour célébrer la Journée mondiale de lavage des mains au niveau national, des fabricants privés de savon et de plastique ont fait don de plus de 100 000 savonnettes et de huit citernes à eau. Le Ministère de la santé a intégré la promotion de l'assainissement et de l'hygiène dans le plan-cadre de l'exercice fiscal en cours, en demandant à chaque district de mettre au point son propre plan d'action. Un atelier national (EthioSan 2008) a été organisé pour imprimer un nouvel élan politique.

68. Les Fidji ont organisé une manifestation parallèle au cours de la Conférence du Pacifique sur l'eau, qui s'est tenue du 9 au 11 septembre à Apia (Samoa), en vue de réviser la Déclaration de politique générale et le Cadre d'action concernant les eaux usées du Pacifique (2001). Ceci a permis d'assurer un fort taux de participation au processus de révision.

69. En Allemagne, le Ministère de la coopération économique et du développement a publié un document sur l'assainissement et organisé une réunion des organisations non gouvernementales sur le thème de l'assainissement. La Vice-Présidente du Conseil consultatif sur l'eau et l'assainissement et l'Association allemande pour les Nations Unies ont lancé un site Web en allemand consacré à l'Année (<http://www.dgyn.de/sanitaerjahr2008.html>).

70. La Jamaïque a établi un programme fondé sur les recommandations issues de la Conférence CaribSan 2008 et s'est concentrée sur la mise au point de sa politique d'assainissement et sur la création, au niveau national, d'une équipe spéciale pour l'assainissement chargée de faciliter l'intégration du plan pour l'amélioration des services d'assainissement dans le plan national de développement Horizon 2030. L'équipe spéciale veillera à appeler davantage l'attention sur l'assainissement et l'hygiène grâce à l'intégration dans la politique du logement en cours d'élaboration d'un programme renforcé d'approvisionnement en eau des zones rurales.

71. Au Japon, l'Année a fait l'objet d'une promotion dynamique. Diverses manifestations ont été organisées avant et pendant toute l'année, notamment la quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, tenue à Yokohama (Japon), du 28 au 30 mai 2008. Lors de la Conférence, le Gouvernement a annoncé son intention d'accorder une aide d'un montant total de 30 milliards de yen à la coopération technologique en vue de donner accès à l'eau potable à 6,5 millions de personnes et de favoriser la mise en valeur des ressources humaines. Une aide financière d'un montant de 11,4 millions de dollars des États-Unis a été consacrée aux situations d'urgence en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène à Gaza, au Kenya, au Myanmar, en République démocratique du Congo, au Yémen et au Zimbabwe.

72. Le Gouvernement japonais a également appuyé les projets d'organisations non gouvernementales locales visant à améliorer l'assainissement, notamment au Bangladesh, au Népal, en Ouganda, aux Philippines, en République-Unie de Tanzanie et à Sri Lanka, et mis en place des projets locaux pour améliorer l'assainissement dans les écoles.

73. De plus, le Ministère japonais des ressources foncières, de l'infrastructure, des transports et du tourisme, en collaboration avec les organisations compétentes, a créé le Comité pour la coopération internationale dans le secteur de l'épuration des eaux usées. Les membres du Comité ont examiné des stratégies pour le renforcement de la coopération internationale en coordination avec le secteur privé, les universités et les autorités nationales, et adopté un plan d'action pour la création d'un centre mondial en faveur de l'assainissement en zone urbaine.

74. En mars 2008, l'Association japonaise des toilettes a tenu un atelier international axé sur les programmes en faveur des installations sanitaires dans les écoles visant à protéger la santé des enfants. En avril 2008, le Comité du Japon pour l'UNICEF a organisé un séminaire sur la responsabilité sociale des entreprises sur le thème « protéger la vie des enfants en leur offrant un environnement salubre ». En partenariat avec le Comité, la société Oji Nepia Co. Ltd a lancé le projet « 1 000 toilettes », qui doit aboutir à la construction, par l'intermédiaire de l'UNICEF, de 1 000 latrines pour les enfants du Timor-Leste.

75. Au Kenya, le Gouvernement a établi un ministère et un département spécifiquement consacrés à la santé publique et à l'assainissement, qui dépendaient jusqu'alors du Ministère de la santé. Le montant total des ressources allouées à la santé, y compris les crédits inscrits au budget des ministères des services médicaux et de la santé publique et de l'assainissement, est passé de l'équivalent de 514 millions de dollars des États-Unis à 537 millions pour l'année fiscale en cours.

76. En Mauritanie, dans la perspective de la Journée mondiale de l'eau, 50 représentants de la Banque Nissa, organisme de microcrédit appuyé par l'UNICEF qui compte 117 600 membres de sexe féminin, se sont réunis pendant deux jours pour examiner des questions relatives à l'assainissement.

77. Le Gouvernement du Mozambique a lancé en 2008 une campagne nationale pour l'assainissement, axée sur la promotion de quatre gestes essentiels : lavage des mains au savon, construction et utilisation de latrines, consommation d'une eau sûre et élimination des déchets solides. Parallèlement à cette campagne, une approche communautaire de l'assainissement a été adoptée dans les 18 districts visés par l'initiative « Un million », dans les provinces de Manica, Tete et Sofala. L'objectif

était notamment de décerner des distinctions pour récompenser les initiatives en faveur de l'assainissement et faciliter l'application de l'approche communautaire adoptée. Toutefois, en juin 2008, 6 000 latrines seulement avaient été construites grâce au système de distinctions, ce chiffre est passé à 25 000 en décembre 2008. Au cours de l'année, 143 villages répartis dans les trois provinces ont participé au système de distinctions.

78. La Myanmar Motion Picture Organization a produit 12 messages télévisés pour promouvoir quatre principes d'hygiène (amélioration de l'assainissement, accès à l'eau potable, consommation d'aliments sains et lavage des mains au savon) et 14 courts métrages en faveur de meilleurs systèmes d'assainissement et d'une bonne hygiène. Un partenariat entre secteurs public et privé à l'appui de la campagne WASH a également vu le jour.

79. Au Népal, un bureau spécial a été créé en vue de rassembler les parties prenantes pour mettre au point une action collective. Un processus multipartite a abouti à l'élaboration d'un plan-cadre pour l'assainissement qui décrit la manière dont le pays envisage d'aborder la question de l'assainissement et de financer les projets connexes. Plusieurs manifestations ont été organisées, dont la première Journée mondiale de lavage des mains, la neuvième Semaine de l'assainissement, le lancement d'un site Web et diverses initiatives en faveur de l'assainissement dans les écoles. Une des principales réalisations de l'Année internationale est l'allocation, pour la première fois, de crédits spécifiquement destinés à l'assainissement dans le budget national.

80. Au Nicaragua, diverses manifestations ont été organisées, dont une fête de la Terre, une semaine internationale de l'assainissement, deux forums régionaux, un concours de presse national sur le thème « L'assainissement : une priorité pour le Nicaragua » et un festival radio télévisuel sur l'assainissement.

81. Au Nigéria, le lancement officiel de l'Année internationale a coïncidé avec une réunion du Conseil national sur les ressources hydriques. Des ministres, des représentants d'organismes du système des Nations Unies, d'organisations non gouvernementales et d'autres parties prenantes ont participé à cette manifestation, qui a rassemblé plus de 200 personnes. L'année 2009 a été déclarée Année nationale de l'assainissement.

82. Au Pakistan, l'Année internationale a été lancée à la fois aux niveaux national et provincial. Au cours de l'année, une semaine consacrée à la santé infantile et à l'assainissement a permis d'atteindre plus de 11 millions de personnes dans six districts. Dans 10 des conseils de l'Union à faible revenu de la ville de Rawalpindi, on a encouragé l'adoption d'une approche fondée sur les droits. Dans 45 villages du district de Vehari, les collectivités ont été encouragées à construire des toilettes dans les écoles et des systèmes d'assainissement.

83. Au Pérou, en collaboration avec le Programme pour l'eau et l'assainissement de la Banque mondiale et d'autres partenaires, les Ministères du logement, de la construction, de l'assainissement, de la santé et de l'environnement ont organisé une conférence nationale sur l'assainissement (PERUSAN) visant à mettre en lumière l'importance de l'assainissement et à dégager une vision commune des solutions envisageables dans le cadre d'une approche multisectorielle. Lors de la conférence, les responsables du Programme pour l'eau et l'assainissement ont appuyé un programme de renforcement des capacités des médias destiné à 30 journalistes

régionaux et locaux. Six conférences infranationales ont été organisées au cours de l'année dans la perspective de la conférence nationale.

84. Aux Philippines, s'est tenu le deuxième Sommet national sur l'assainissement, qui avait pour thème « Améliorer l'assainissement pour une eau de meilleure qualité et plus sûre », organisé en coopération avec la Banque asiatique de développement. Le programme SuSEA-Philippines (Sustainable Sanitation in East Asia), qui vise à améliorer l'accès des Philippines pauvres aux services d'assainissement, a été mis au point par les départements de la santé et de l'environnement et des ressources naturelles, avec l'appui du Programme pour l'eau et l'assainissement de la Banque mondiale. Le Fonds pour les solutions novatrices en faveur de l'assainissement a été créé pour stimuler les idées novatrices en matière d'assainissement et d'hygiène destinées aux pauvres et aux groupes vulnérables.

85. À Sri Lanka, les politiques d'assainissement écologique et de renforcement des capacités ont été examinées lors d'un atelier tenu en avril 2008. Des systèmes d'assainissement de conception nouvelle ont été installés dans 20 écoles. De plus, un concours d'affiches mettant en lumière les problèmes relatifs à l'assainissement a été organisé.

86. Au Soudan, un atelier de promotion de l'assainissement d'une durée de deux jours s'est tenu au Darfour-Sud pour mettre en lumière l'importance de l'assainissement et promouvoir des politiques et réglementations en faveur de l'assainissement.

87. Au Timor-Leste, le lancement de l'Année internationale a été annoncé officiellement par le Vice-Président du Parlement lors d'une cérémonie qui a rassemblé plus de 500 personnes. Une campagne sur les bonnes pratiques en matière d'assainissement a été menée au niveau local; elle a abouti à la construction de 2 788 latrines familiales.

88. En Ukraine, les problèmes relatifs à l'assainissement ont été mis en lumière grâce à un concours à l'intention des journalistes intitulé « Un assainissement sûr pour chaque citoyen ukrainien ». Un film sur l'eau et l'assainissement a été réalisé et des affiches sur l'assainissement ont été exposées au Musée de l'eau de Kiev.

89. La République-Unie de Tanzanie a élaboré une politique nationale sur l'assainissement et l'hygiène et un plan stratégique national sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène à l'école. Le Comité national de direction de l'action en faveur de l'assainissement et de l'hygiène a été créé pour établir les grandes lignes des politiques relatives à l'assainissement. WaterAid a organisé, avec l'assistance du Programme pour l'eau et l'assainissement de la Banque mondiale et la coalition nationale WASH, un atelier sur l'assainissement à l'intention des médias. Le Gouvernement a augmenté les crédits annuels destinés au secteur, qui sont passés de l'équivalent de 1 million de dollars des États-Unis à 10 millions. Le Ministère de la santé et de la protection sociale a commencé à mettre au point une politique nationale pour l'assainissement et l'hygiène et publie actuellement des directives à l'intention de tous les districts sur la manière de mettre en œuvre cette politique.

90. Au Viet Nam, au cours de l'Année internationale, l'UNICEF a porté son budget national pour l'assainissement et l'hygiène de 660 000 à 800 000 dollars des États-Unis. Dans six provinces, le budget consacré à l'assainissement a augmenté de 10 % à 30 %, grâce à l'aide financière accordée par les Pays-Bas, AusAID et

l'Agence danoise de développement international, par l'intermédiaire du programme national. Un groupe de travail sur l'assainissement en zones rurales a été créé pour examiner la question de l'assainissement.

91. Au Yémen, l'Année internationale a abouti à de nombreux partenariats avec le secteur privé : environ 10 000 savonnettes ont été distribuées par le groupe Unilever. D'autres sociétés privées ont participé à cette campagne, notamment Shamlan, qui a commercialisé 5 millions de bouteilles d'eau minérale avec un logo encourageant le lavage des mains.

92. En Zambie, l'Année internationale a été lancée, dans des locaux fournis par la Compagnie des eaux et des égouts de Lusaka, par des représentants du Ministère de l'administration locale et du logement et de l'UNICEF. Un débat national sur les questions relatives à l'assainissement a été organisé et plusieurs campagnes ont été menées, dont une intitulée « Pour une Zambie propre et saine » et une campagne de sensibilisation et de promotion fondée sur les faits pour lutter contre l'utilisation de la chaux dans les stratégies de prévention du choléra.

## VI. Conclusions

93. **S'agissant des trois principaux résultats escomptés (sensibilisation, participation des pouvoirs politiques et contribution à la réalisation des objectifs du Millénaire ayant trait à l'assainissement), les activités menées dans le cadre de l'Année internationale ont, à bien des égards, dépassé les prévisions. L'élan impulsé à l'échelle mondiale par le lancement de l'Année internationale et les diverses manifestations organisées à l'intention des médias et de certains organismes ont peu à peu suscité aux niveaux régional et national un esprit d'initiative dont les effets devraient se sentir bien après la fin de l'Année internationale. Au-delà des manifestations et des publications, le message de l'Année internationale, à savoir que l'assainissement est un facteur important qui contribue largement au développement, a été entendu partout dans le monde.**

94. **L'Année internationale a non seulement donné l'occasion d'appeler l'attention sur la question de l'assainissement, mais elle a aussi stimulé et inspiré la communauté internationale désormais résolue à travailler de manière plus efficace et plus cohérente. L'Année internationale a fourni la structure, les orientations et l'appui nécessaires pour élaborer et lancer des manifestations nationales et régionales réellement adaptées aux politiciens, aux décideurs et au grand public.**

95. **L'Année internationale a suscité beaucoup d'intérêt et inspiré diverses activités et partenariats dans le domaine de l'assainissement. Elle a également mobilisé les organisations internationales, les banques de développement, les gouvernements, les organisations non gouvernementales, le secteur privé, les spécialistes et professionnels de l'assainissement, les artistes et les particuliers.**

96. **Le principal objectif de l'Année internationale consistait à encourager les mesures de sensibilisation, de promotion et d'information. Il convient désormais de faire fond sur les bons résultats obtenus et de traduire les engagements en mesures concrètes pour réaliser pleinement les objectifs de développement. Cela est possible si les partenariats solides établis au cours de**

l'Année internationale sont maintenus. Il faudra attendre plusieurs années avant de pouvoir mesurer avec précision les retombées de l'Année internationale en termes d'accès aux services d'assainissement de base. On aura une idée précise des résultats obtenus en 2012, date à laquelle devrait s'achever l'évaluation des données allant jusqu'à 2010 dans le cadre du Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement.

97. L'assainissement est une priorité nationale en matière de développement qui exige l'élaboration et l'exécution de politiques et programmes nationaux tenant compte des questions relatives à l'égalité des sexes. Les autorités nationales devraient intégrer l'assainissement dans la structure institutionnelle afin de renforcer les réseaux établis entre les autorités nationales et locales chargées de l'eau, de l'assainissement, de la santé, de l'environnement, de l'éducation et des finances.

98. L'Année internationale était essentiellement axée sur les services d'assainissement de base et ne portait pas sur les eaux usées et le recyclage de l'eau. Il est essentiel de promouvoir une vision plus large de l'assainissement qui englobe l'épuration des eaux usées. On ne saurait trop insister sur la nécessité de transférer et diffuser les technologies d'assainissement, d'épuration et de recyclage à faible coût. L'échange d'informations sur les meilleures pratiques et le transfert des technologies à faible coût à l'échelle internationale devraient être encouragés au moyen d'activités de formation technique, de la diffusion de documents simples et du renforcement des capacités, avec l'aide des organismes internationaux et bilatéraux de développement. Il est tout aussi important de continuer à rechercher des stratégies novatrices en faveur des pauvres et de renforcer celles qui existent déjà. Les petits prestataires de services et entrepreneurs peuvent jouer un rôle important à cet égard.

99. D'une manière générale, le renforcement des capacités, l'éducation et la formation pourraient être davantage axés sur des domaines tels que la technologie, le développement institutionnel (notamment la mise en valeur des ressources humaines), les barèmes tarifaires et de subvention, la gestion des eaux usées, les réformes du cadre réglementaire et la gestion financière.

100. La plupart des pays en développement ne pourront pas atteindre leurs objectifs en matière d'assainissement sans la coopération et l'appui de la communauté internationale des donateurs. Les pays donateurs peuvent aider les pays en développement en consacrant une portion plus importante de l'aide publique au développement aux programmes d'assainissement, en encourageant l'innovation, en accordant une aide financière plus importante sous forme de subventions et en améliorant la coordination entre donateurs en matière de mise en œuvre.

101. Dans les pays à faible revenu où le taux de couverture de l'assainissement est insuffisant, il faudra peut-être, pour réaliser les objectifs fixés, axer les dépenses publiques sur les installations d'assainissement de base à faible coût destinées aux populations qui n'y ont pas encore accès, en faisant fond des investissements des ménages et des collectivités. Les programmes de microcrédit, initialement prévus pour le financement d'activités rémunératrices, devraient être étendus à l'amélioration de l'habitat, notamment l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

102. Les partenariats entre secteurs public et privé peuvent également jouer un rôle dans le financement et la mise en place des infrastructures d'assainissement. Les efforts visant à mobiliser des investissements privés substantiels pour le financement de systèmes d'égout et de traitement des eaux usées dans les zones urbaines des pays en développement demeurent limités et devraient être encouragés.

103. Une gestion efficace des systèmes d'assainissement exige le renforcement des systèmes de contrôle de la gestion des eaux usées et de la qualité de l'eau. La méthode appliquée dans le cadre du Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement et les activités de collecte de données aux fins de l'évaluation du taux de couverture de l'assainissement devraient être renforcées et facilitées en vue d'obtenir des données mondiales, régionales et nationales plus précises pour évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des cibles établies dans les objectifs du Millénaire pour le développement en matière d'assainissement. Le Programme commun de surveillance doit comporter des données fiables et ventilées par sexe en vue de contribuer à garantir : un accès équitable aux services d'assainissement, l'élaboration de politiques soucieuses de l'égalité des sexes, le renforcement des capacités institutionnelles, l'évaluation et le suivi de l'incidence des projets et programmes relatifs à l'eau et à l'assainissement sur les femmes et les filles.

104. Le contrôle de l'assainissement est un véritable défi, plus encore que le contrôle de l'eau, et les progrès accomplis au niveau national joueront un rôle déterminant. Bien que souvent insuffisants, les systèmes de contrôle nationaux sont le fondement de la planification des progrès et de l'élaboration des politiques. Les capacités de collecte de données pourraient tirer parti d'activités de renforcement des capacités.